

Au delà du statut à un instant t : situation dans l'année et transitions

Claude Picart
Insee, Département Emploi et Revenus
d'Activité



Plan de l'exposé

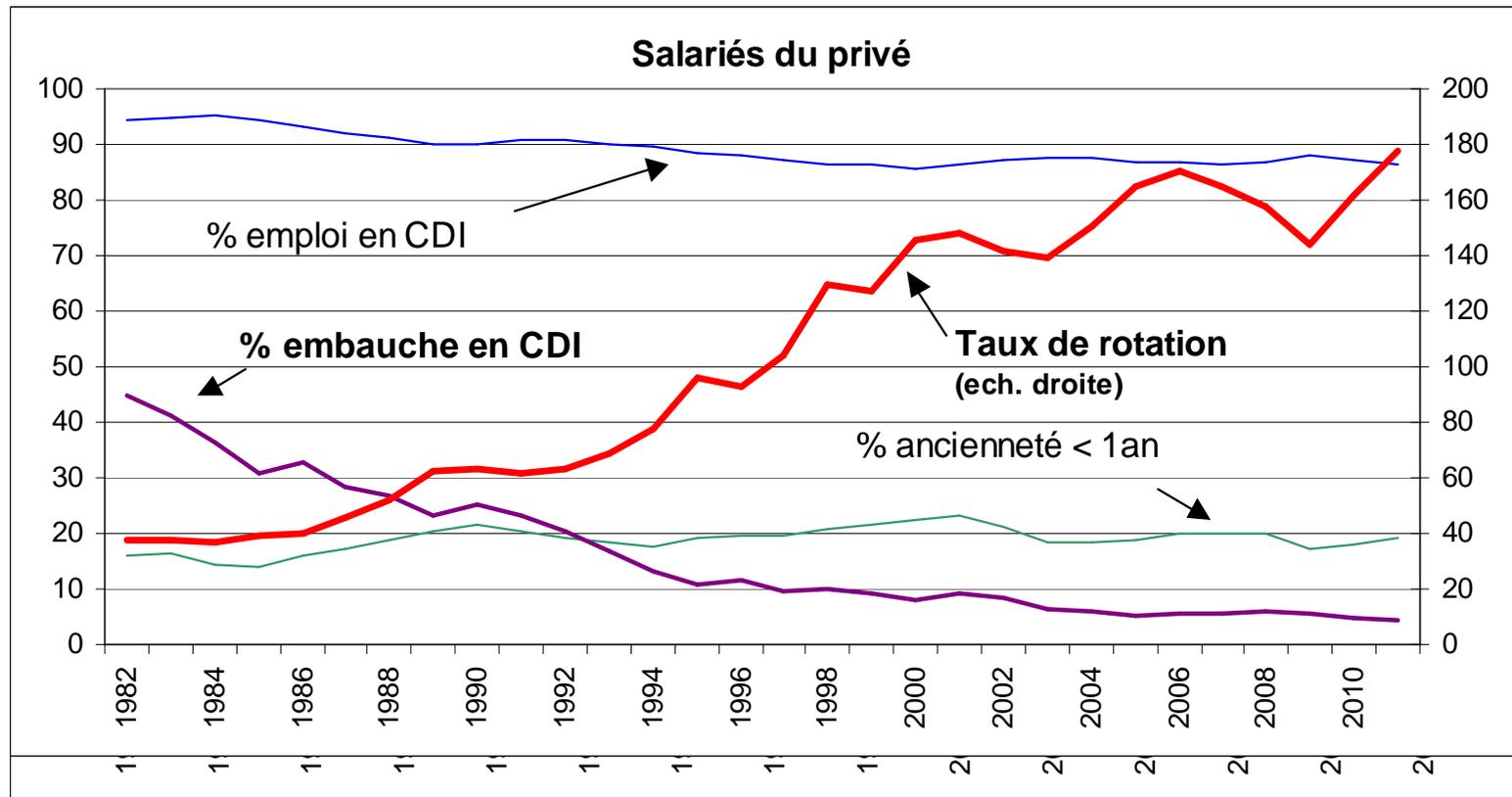
A. Intérêts et limites des indicateurs de flux

- 1 Un autre regard : accent mis sur les contrats (très) courts (CTC)
- 2 Examen rapide des indicateurs et des sources
- 3 Avec les CTC, des indicateurs traditionnels moins pertinents

B. Prendre en compte la situation dans l'année

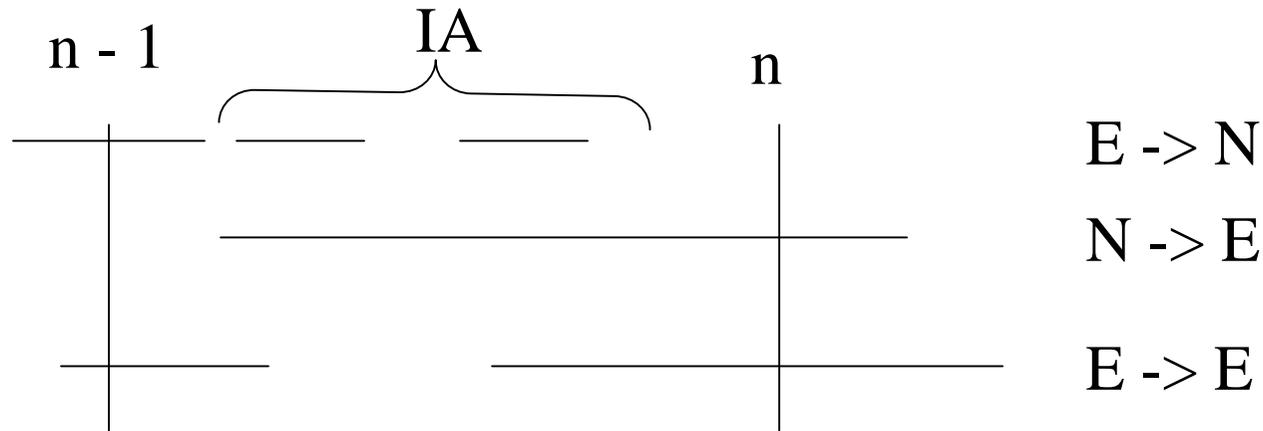
- 1 Statut d'emploi et modalité d'exercice
- 2 Indicateur de contrainte
- 3 Vers une analyse de la segmentation

A.1 Indicateurs de flux : un autre regard



Source : Enquête emploi

A.2 - Quelques indicateurs de flux



	Comparaison coupes annuelles			Périodes infra annuelles (IA)
	E -> N	N -> E	E -> E	
Ancienneté < 1 an	0	1	1	0
Transition	1	1	1	0
Rotation	1/2	1/2	1	1

Mesurer les transitions avec l'enquête emploi

Une enquête ménage en panel, sur 6 trimestres

Utilisation du panel

Gérer l'attrition : pondérations

Suivi des logements, pas des individus (déménagements)

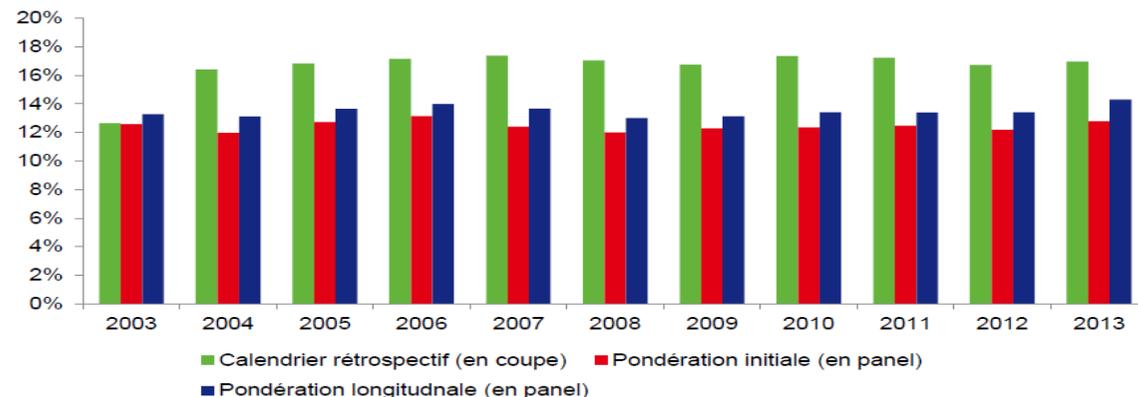
Panel : fiable pour les transitions emploi/chômage, moins pour les mobilités, les changements de contrat

ou utilisation du calendrier rétrospectif

Déclaratif

Pas concept BIT

Graphique A. Comparaison des taux de transition annuels des actifs selon l'approche retenue



Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes actives de 15 ans ou plus (âge au dernier jour de la semaine de référence).

Source : France Stratégie, d'après les enquêtes Emploi 2003-2014 (Insee), données pondérées.

Transitions : propositions du rapport

2	Diffuser un taux de maintien en emploi par forme d'emploi	CT
1	Expertiser les transitions entre formes d'emploi et en déduire des indicateurs	MT
2	Diffuser des taux de transition à un an à partir de l'eec, à trois ans à partir de l'enquête conditions de vie (SRCV)	MT

Autre suggestion (à instruire)

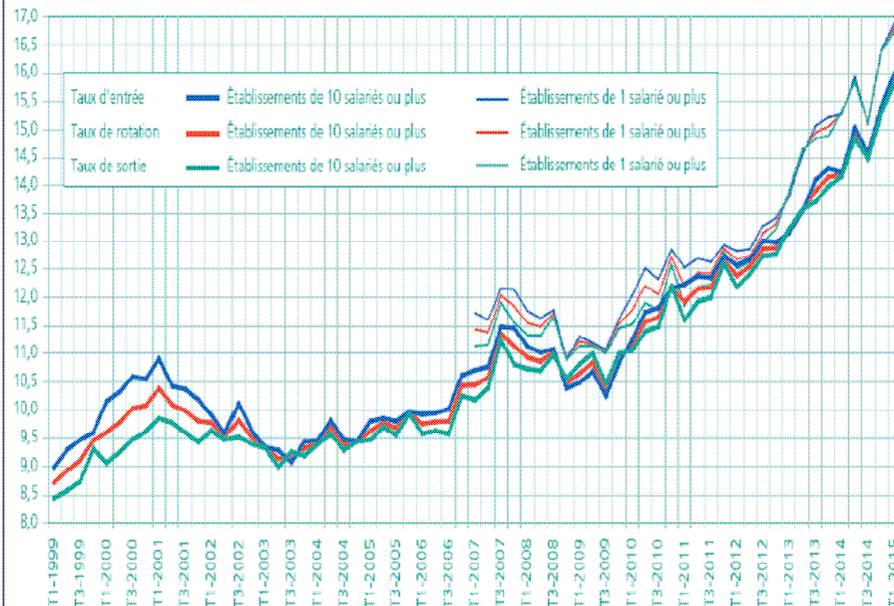
Transitions = moyenne pondérée des transitions hors déménagements (panel) et des transitions liées aux déménagements (calendrier)

Rotation : des indicateurs divergents

Dares

Graphique 1 • Mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 1 salarié ou plus*

Données trimestrielles CVS en %

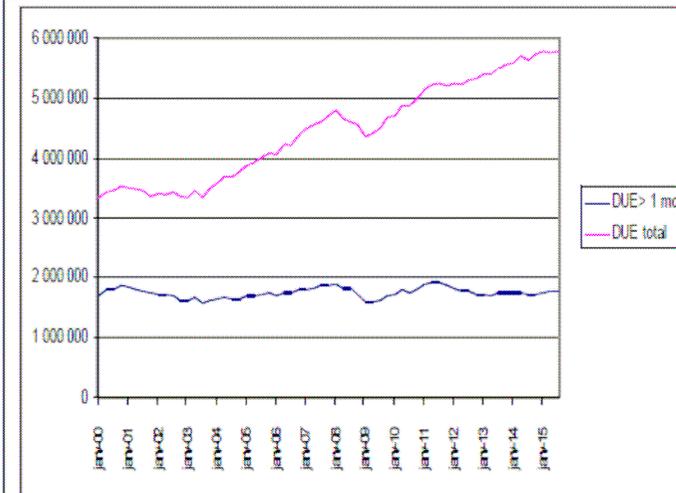
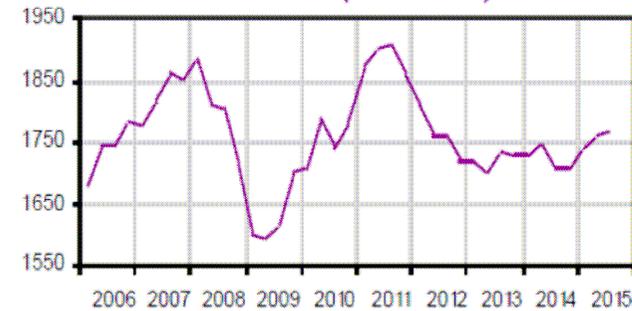


* À compter du 3^e trimestre 2014, la publication est réalisée sur les établissements de 1 salarié ou plus (encadré 1).
Champ : établissements de 1 salarié ou plus du secteur concurrentiel (hors agricole) : France métropolitaine.

Accoss

Graphique 1 : Déclarations d'embauche de plus d'un mois hors intérim

1a- Niveau (en milliers)



Rotation : propositions du rapport

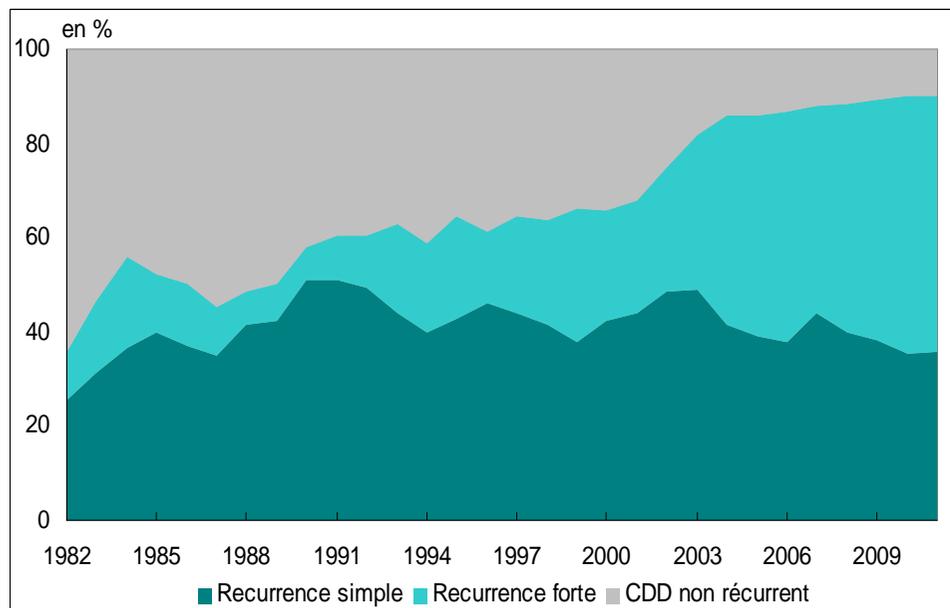
2	Expertiser les écarts entre les différentes sources sur la rotation de la main d'œuvre	CT
2	Mesurer la part des réembauches dans les embauches, y compris pour l'intérim	MT
2	Enrichir la diffusion sur les mouvements de main d'œuvre par plus de détail sur les contrats, y compris l'intérim, leur durée (en isolant les < 1 mois) et les motifs de recours	MT

A.3. Avec les CTC, des indicateurs traditionnels moins pertinents

Récurrence : 8 embauchés en CDD sur 10 déclarent une ancienneté supérieure à la durée de leur contrat

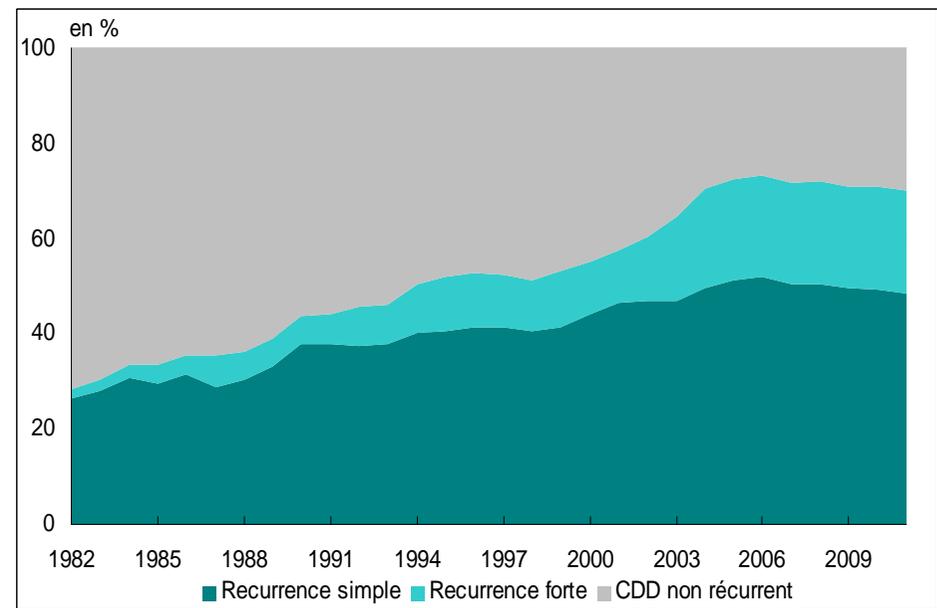
Professions à CDD d'usage

9 embauches en CDD sur 10



Autres professions

7 embauches en CDD sur 10



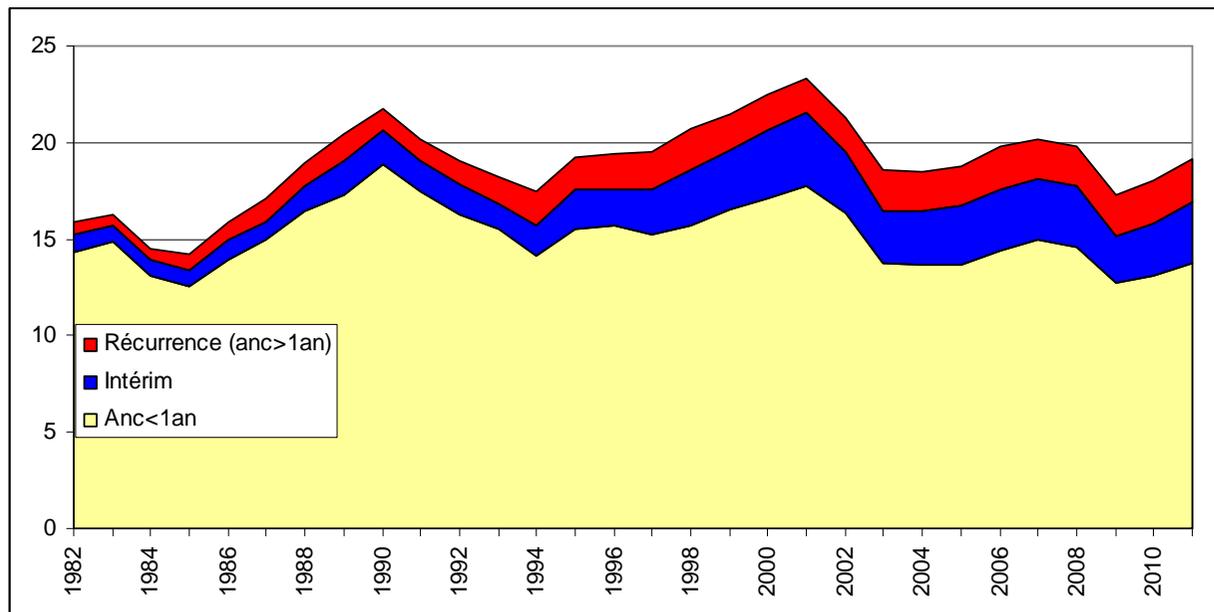
Source : Insee Référence Emploi et Salaires, 2014

Récurrence : impact sur la notion d'embauche, sur l'ancienneté

La plupart des embauches sont désormais des ré embauches (Benghalem, 2016)

Besoin d'une définition de la ré embauche et d'une source statistique adaptée

L'évolution de l'ancienneté sensible à la prise en compte de l'intérim et de la récurrence

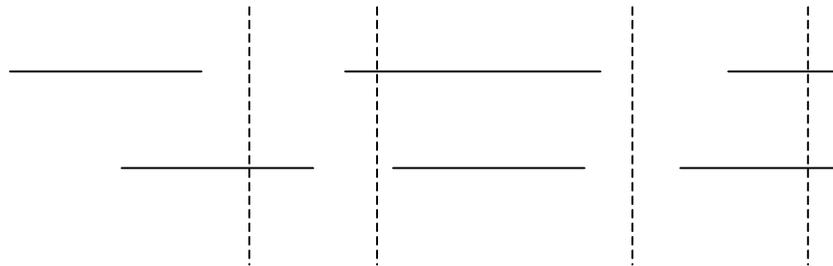


Source : Insee
Référence Emploi
et Salaires, 2014

Récurrance : impact sur la notion d'embauche, sur l'ancienneté : propositions

2	Mesurer la part des réembauches dans les embauches, y compris pour l'intérim	MT
2	Diffuser une série de référence sur l'ancienneté < 1 an, + une série complémentaire incluant la récurrance en CDD	CT
3	Expertiser la pratique de la récurrance en CDD, au-delà du champ du CDD d'usage	MT

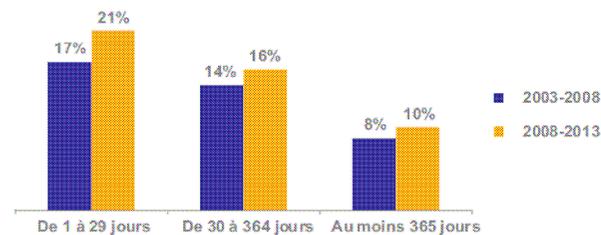
L'emploi fragmenté : quel sens ont les transitions en coupe ?



n - 1 : emploi fragmenté
 n : emploi fragmenté

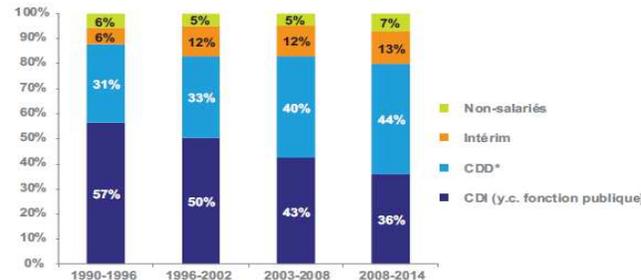
N -> E E -> N N -> N E -> E

Graphique 4 – Taux de transition annuels de l'emploi vers le chômage selon la durée du contrat à durée limitée* (2003 à 2013, en %)



*Intérim, CDD, apprentis, stagiaires et contrats aidés.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages, salariés en contrat à durée limitée (CDL) de 15 ans ou plus (âge au dernier jour de la semaine de référence).
 Lecture : en moyenne annuelle, entre 2003 et 2008, 17 % des salariés en CDL de moins d'un mois une année donnée, sont au chômage un an après.
 Source : France Stratégie, d'après les enquêtes Emploi 2003-2013 (Insee), données pondérées du panel.

Graphique 7 – Statut d'emploi des chômeurs ayant retrouvé un emploi (1990 à 2014, en %) ³¹



*CDD, apprentis, stagiaires et contrats aidés.
 Champ : France métropolitaine, population des ménages, chômeurs de 15 ans ou plus en n et ayant retrouvé un emploi en n+1.
 Lecture : en moyenne annuelle, entre 2008 et 2014, 36 % des chômeurs ayant retrouvé un emploi un an après sont en CDI.
 Source : France Stratégie, d'après les enquêtes Emploi 1990-2014 (Insee), données pondérées du panel.

Rôle « mécanique » des CTC dans ce constat ?

S. Lollivier (2000) expliquait un constat original (périodes de chômage plus courtes en cas de chômage récurrent) par la segmentation du marché du travail

Le paradoxe de la rotation à haute fréquence

Les contrats très courts représentent l'essentiel de la rotation

Contrats \leq 1 mois : 2,5% de l'emploi (3,2 si 3 mois)

Sont devenus, via la rotation, un « symbole » du dualisme du marché du travail.

Mais majoritairement des réembauches. Si toujours les mêmes personnes

Ne concernerait alors que très peu de personnes : 1% des PEA embauchés 100 fois dans l'année = 30 M d'embauches

Ces personnes seraient alors en emploi quasi continu

Est-cela que l'on entend par dualisme/précarité ?

En fait, ne correspond qu'à une très faible part (estimée à un sur dix) des salariés sous CTC.

B. Prendre en compte la situation dans l'année

Situation : statut d'emploi et modalité d'exercice

	Formes d'emploi		Modalités d'exercice		Sans double compte		Hom	Fem	<30	55+
CDD	2 357	8,9			2 357	8,9	7,4	10,6	22,1	4,9
Intérim	581	2,2			581	2,2	3,0	1,4	5,0	0,5
Apprentissage	349	1,3			349	1,3	1,6	1,1	7,0	0,0
Autres sans CDI	345	1,3			345	1,3	0,8	1,8	2,4	1,8
Aides familiaux	101	0,4			101	0,4	0,2	0,6	0,1	0,8
Auto entrepreneurs	543	2,1			543	2,1	2,4	1,7	1,6	2,2
<i>Sous-total : FPE</i>	4 276	16,2			4 276	16,2	15,4	17,1	38,2	10,3
Sous emploi			1 973	7,5	1 145	4,3	2,0	6,9	4,7	4,0
Temps partiel contraint			2 047	7,8	389	1,5	0,4	2,7	1,2	2,7
Multiactivité			1 473	5,6	828	3,1	3,2	3,7	2,1	4,7
Activité occasionnelle				Nr*	79	0,3				
Contrats aidés			345	1,3	39	0,1	0,1	0,2	0,4	0,0
<i>Sous-total ; non FPE à modalités d'exercice particulières</i>						9,4	5,6	13,5	8,4	11,4
					2 480					
Non-salariés en société	1 197	4,5			1 099	4,2	6,1	2,1	1,4	5,6
Autres non-salariés à leur compte	1 245	4,7			1 040	3,9	4,7	3,1	0,9	8,3
Titulaires FP (y.c élèves)	4 131	15,7			3 849	14,6	11,2	18,3	7,1	17,4
CDI (y.c. contractuels FP)	15 519	58,9			13 626	51,7	57,0	45,9	44,1	47,0
Total	26 369	100			26 369	100	100	100	100	100

Champ : France Entière, emploi moyen en 2014. Calculs effectués sur la 1^{ère} interrogation (RGA=1).

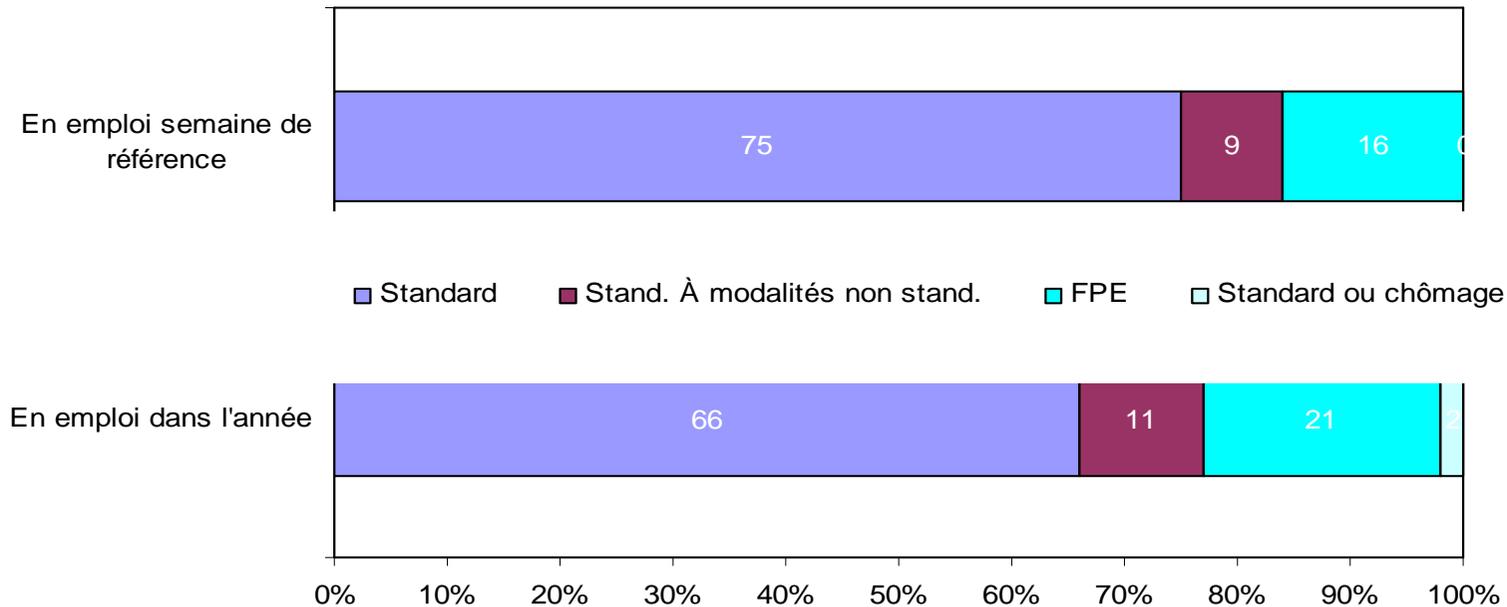
Situation dans l'année à partir de l'eec

Les statuts ou situations non standard

Un quart des emplois (en coupe)

Un tiers des personnes en emploi au moins une fois dans l'année (PEA)

Sous estimé : de nombreux PEA en emploi uniquement hors semaines de référence



Situation dans l'année : la question des petits boulots

Les sources administratives, exhaustives, recensent plus de petits boulots, et donc de PEA

Ces petits boulots relèvent de situations très hétérogènes

« argent de poche » de (certains) étudiants, cumul emploi-retraite d'un côté

Contrats « faute de mieux », difficulté d'accès au segment primaire de l'autre

Fort impact sur la distribution du revenu salarial.

Exclure les étudiants ? (IR, revenus et patrimoines...) ?

Se restreindre aux 25 – 55 ans ? (Rapport « Freyssinet », CNIS)

Tout prendre ? (IR emploi, chômage, revenu du travail)

B.2 Construction d'un indicateur de contrainte

Est contraint celui qui est au moins un trimestre (semaine de référence) de l'année dans une des situations suivantes

Sous-emploi au sens du BIT

Temps partiel contraint

CDD ou intérim contraint

Chômeur au sens du BIT

(+ chômage déclaré dans calendrier mensuel)

Repose sur l'hypothèse (discutable) de la séparabilité entre contraintes liées au marché du travail et contraintes familiales

Des raisons de se déclarer non contraint

Individuelles : études, retraite, handicap...

Liées à la situation du ménage : fortement corrélé au niveau de vie du ménage

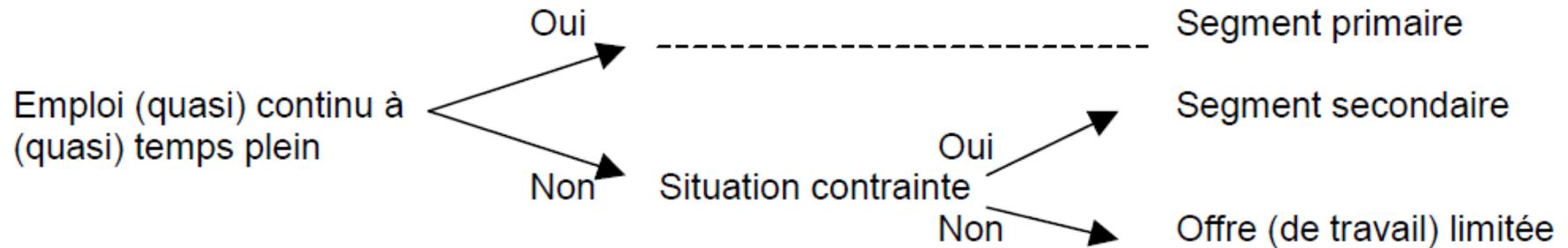
Contrainte : propositions du rapport

2	Diffuser davantage les raisons du temps partiel, le caractère choisi d'un contrat temporaire	CT
2	Disposer de données sur le caractère choisi des statuts d'indépendant et de salarié	MT
2	Isoler les étudiants et les retraités dans la diffusion sur les formes d'emploi	CT
2	Développer des indicateurs complémentaires au sous-emploi	CT
2	Produire des indicateurs portant sur l'ensemble de ceux au moins une fois en emploi dans l'année (PEA)	CT

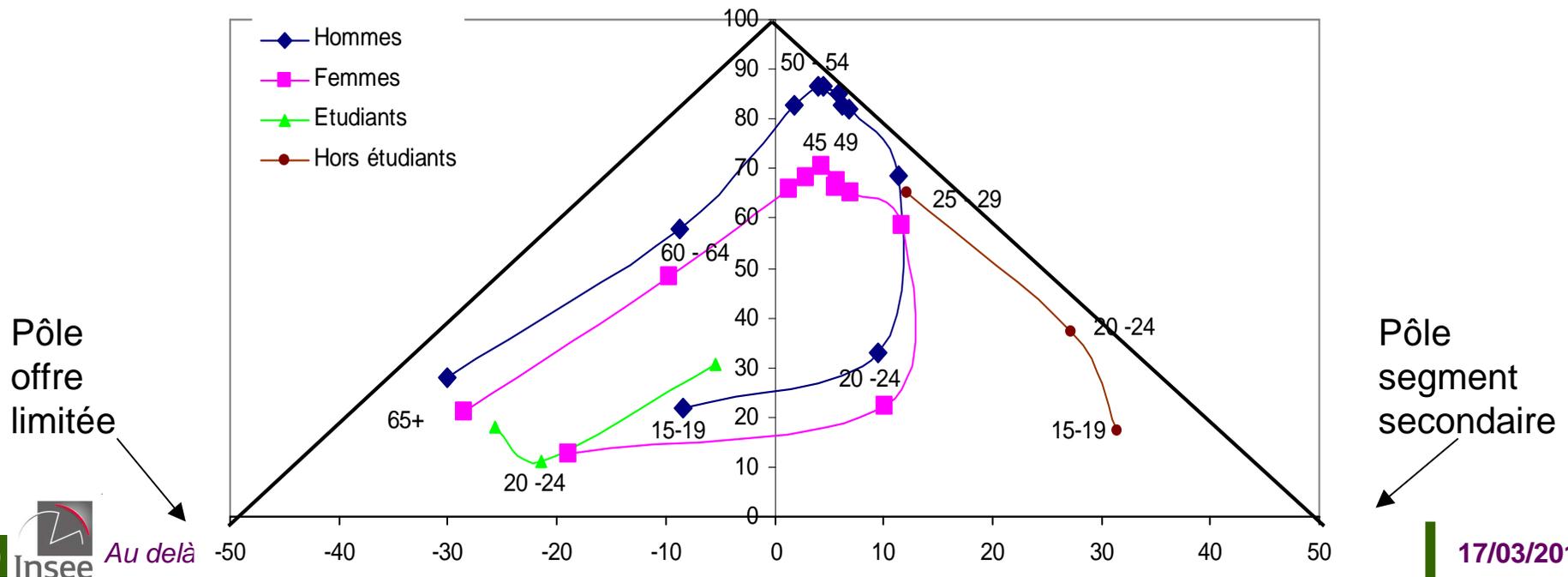
Taux de sous-emploi BIT : 7%

Taux de « sous-emploi élargi » rapporté aux PEA : 23%

B.3 Situation dans l'année : première étape d'une analyse de la segmentation



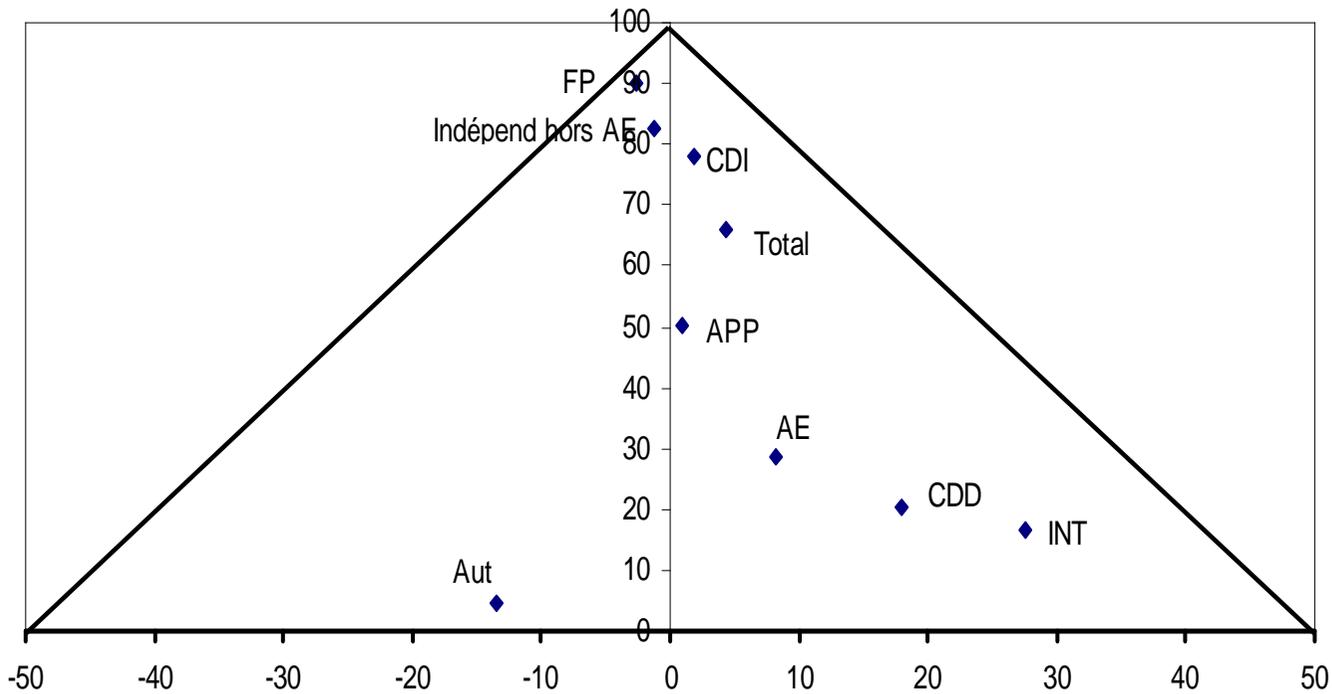
Pôle segment primaire



Justifie ex-post le classement des auto-entrepreneurs parmi l'emploi non-standard

2	Faire des auto-entrepreneurs une sous-catégorie des entrepreneurs individuels	CT
---	---	----

Pôle segment primaire



Pôle offre limitée

Pôle segment secondaire

Au delà du statut à un instant t : situation dans l'année et transitions

Merci de votre attention !

Contact
M.Picart
Tél. : 01 41 17 51 33
Courriel : claude.picart@insee.fr

Insee

18 bd Adolphe-Pinard
75675 Paris Cedex 14

www.insee.fr  

Informations statistiques :
www.insee.fr / Contacter l'Insee
09 72 72 4000
(coût d'un appel local)
du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00